

1. *Souligne* la priorité qu'il attache à l'accès aisé, économique, simple et sans entrave, par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les observateurs, aux bases de données informatisées et aux systèmes et services d'information de l'Organisation, lesquels ne cessent de se développer;

2. *Réitère* l'urgente nécessité pour les représentants des Etats d'être étroitement consultés et activement associés aux organes exécutifs et directeurs des organismes intéressés des Nations Unies, tels que le Centre international de calcul et le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information, qui s'occupent d'informatique au sein du système des Nations Unies, afin que les besoins spécifiques des Etats, en tant qu'utilisateurs finals internes, bénéficient de la priorité qui leur revient;

3. *Demande* que soient appliquées d'urgence, le cas échéant selon un programme échelonné, des mesures visant à atteindre l'objectif d'un accès aisé, économique, simple et sans entrave, par tous les Etats Membres et les observateurs, en particulier par le biais de leurs missions permanentes, aux bases de données informatisées et aux systèmes et services d'information de l'Organisation des Nations Unies;

4. *Demande* que les phases initiales de ce programme d'action soient mises en œuvre dans le cadre des ressources existantes et en étroite consultation avec les représentants des Etats;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, lors de sa session de fond de 1993, sur les mesures prises en application de la présente résolution;

6. *Invite* les Etats Membres à prendre des mesures similaires au sein des organes directeurs des institutions spécialisées dans lesquelles ils sont représentés.

*42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992*

## **1992/61. Aide au Yémen**

*Le Conseil économique et social,*

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Yémen<sup>129</sup>,

*Notant* les problèmes sociaux et économiques qui se posent au Yémen par suite de la fusion des deux parties du pays, du retour d'expatriés yéménites et du nombre croissant de réfugiés venant de Somalie,

1. *Note avec intérêt* la Conférence-table ronde sur le Yémen, qui s'est tenue à Genève les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1992, les réunions de suivi par secteur ainsi que la prochaine conférence prévue à la fin de 1993;

2. *Invite* les gouvernements ainsi que toutes les organisations régionales et internationales à poursuivre leurs efforts en vue de fournir au Yémen une assistance spéciale pour lui permettre de surmonter les difficultés découlant de la situation susmentionnée;

3. *Prie* le Secrétaire général de l'informer, lors de sa session de fond de 1993, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

*42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992*

## **1992/62. Création de nouveaux organes subsidiaires du Conseil économique et social**

*Le Conseil économique et social,*

*Réaffirmant* la résolution 46/235 de l'Assemblée générale, en date du 13 avril 1992,

*Réaffirmant également* sa décision 1992/218 du 30 avril 1992,

*Prenant acte* de la note du Secrétaire général sur l'ensemble des projets de mandat des nouveaux organes subsidiaires du Conseil<sup>130</sup>,

*Ayant à l'esprit* que ces nouveaux organes subsidiaires contribueront aux efforts de la communauté internationale pour amener un développement durable,

1. *Réaffirme* les mandats des nouveaux organes subsidiaires, à savoir la Commission de la science et de la technique au service du développement, le Comité des ressources naturelles et le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement<sup>131</sup>, tels que définis dans les résolutions pertinentes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, parmi lesquelles la résolution 46/235 de l'Assemblée;

2. *Approuve* le projet d'ordre du jour provisoire et le projet de programme de travail des premières sessions de ces nouveaux organes subsidiaires, tels qu'ils figurent dans la note du Secrétaire général;

3. *Prie* ces organes de faire des recommandations, à leur première session, concernant leur futur programme de travail, en tenant compte de leurs mandats respectifs et de l'application des dispositions pertinentes du programme Action 21<sup>105</sup> que l'Assemblée générale pourra approuver à sa quarante-septième session;

4. *Invite* l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 9 de l'annexe à sa résolution 46/235, à examiner à sa quarante-septième session toutes modifications et recommandations d'ordre institutionnel pertinentes faites par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session et par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, s'agissant en particulier du Comité des ressources naturelles et du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement.

*42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992*

### **NOTES**

<sup>1</sup> E/CN.4/Sub.2/1991/13 et Add.1.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1992, Supplément n° 2 (E/1992/22), chap. II, sect. A.

<sup>3</sup> E/CN.4/1992/48 et Corr.1 et 2, annexe I.

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1986, Supplément n° 2 (E/1986/22), chap. II, sect. B.

<sup>5</sup> E/CN.4/1992/19/Rev.1.

<sup>6</sup> Voir E/CN.4/1991/66.

<sup>7</sup> Voir E/CN.4/1992/2-E/CN.4/Sub.2/1991/65, chap. II, sect. A.

<sup>8</sup> E/CN.4/Sub.2/1991/42.

<sup>9</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1982, Supplément n° 2 et rectificatif (E/1982/12 et Corr.1), chap. XXVI, sect. A.

<sup>10</sup> Ibid., 1988, Supplément n° 2 et rectificatif (E/1988/12 et Corr.1), chap. II, sect. A.